

Japan Analysis

La Lettre du Japon

no 4
mai 2006

ANALYSE DE L'ACTUALITE

1. Un accord final des États-Unis et du Japon sur les bases américaines
2. Les relations du Japon avec la Corée du Sud et avec la Chine s'enveniment sur les questions de frontières
3. Ozawa Ichirô remplace Maehara Seiji à la tête du Minshutô

POINTS DE VUE D'ACTUALITE

Sakamoto Kazuya, « L'Alliance nippo-américaine et la défense de Guam – élargissons la coopération nippo-américaine », *Voice*, avril 2006, pp. 50-63.

Katsuda Kichitarô, « Songer à l'équipement nucléaire du Japon : un réexamen de la " logique nucléaire " », *Voice*, avril 2006, p. 78-95.

Gabe Masaaki, « Que recouvre le problème des bases américaines ? », *Sekai*, avril 2006, pp.104-111.

Inamine Keiichi, « Les habitants de la préfecture d'Okinawa veulent la réorganisation et la diminution des bases », *Sekai*, avril 2006, pp.112-118.

Machimura Nobutaka, « Dépasser l'onucentrisme », *Voice*, avril 2006, pp. 70-76.

Kitaoka Shinichi, « Pourquoi la réforme du Conseil de sécurité stagne-t-elle ? » (« Anporikaikakuha naze teitai surunoka »), *Chûôkôron*, mai 2006, pp.130-141.

Takenaka Heizô « Ne craignons pas les différences » (« Nihonjinyo, « kakusa » wo osoreruna »), *Bungeishunshû*, mai 2006, pp.118-128 (interview).



ANALYSE DE L'ACTUALITE

1. Un accord final des États-Unis et du Japon sur les bases américaines

L'accord final entre gouvernements japonais et américain sur le déplacement des bases et le financement de cette opération, qui fait suite à celui d'octobre 2005, a été signé le 1^{er} mai, lors d'un nouveau sommet 2+2 des ministres des Affaires étrangères et de la Défense à Washington.

Les points clés de l'accord du 1^{er} mai

- Futenma va être déplacée à Nago d'ici 2014
- 8 000 Marines vont être envoyés à Guam d'ici 2014. Le coût estimé du transfert est de 10,2 Mds de dollars. Le Japon contribue à hauteur de 6 Mds de dollars (au cours de l'année fiscale 2008).
- Les espaces rendus au Japon sont : camp Kuwae, Futenma, la zone de services de Makiminato, le port militaire de Naha, les installations de ravitaillement en pétrole de l'armée de terre (Kuwae Tank Farm n°1), une partie de camp Zukeran.
- l'ouverture à un usage civil de la base de Yokota va être examinée. D'ici septembre 2008, une partie du contrôle de son espace aérien va être rendue au Japon.
- d'ici 2014, le porte-avions d'Atsugi va être transféré à Iwakuni.
- La transformation du commandement de Zama va être opérée d'ici 2008.

Cet accord intervient pour le Japon dans un contexte national animé. Il y a en effet eu des élections locales à Nago où se trouve la base de Futenma, au mois de janvier dernier. Les trois candidats en lice s'étaient déclarés contre le plan nippo-américain de 2005. Le candidat conservateur qui a été élu était néanmoins prêt à transiger. De fait, le 7 avril, il est parvenu à un accord avec le directeur de l'Agence de défense sur une piste en « V », une branche servant au décollage, l'autre à l'atterrissage des avions.

Par ailleurs, le maire de la ville d'Iwakuni, Ihara Katsusuke, a organisé un référendum qui s'est tenu le 12 mars, par lequel 87% de la population a rejeté le redéploiement de 1600 Marines et d'un porte-avions de la base d'Atsugi (préf. Kanagawa) à Iwakuni (préf. Yamaguchi). L'accord intermédiaire de mars 2005 prévoyait en contrepartie que dix-sept avions et 700 membres des FAD basés à Iwakuni seraient transférés à Atsugi. En juin

2005, l'assemblée locale avait déjà adopté une résolution rejetant ces dispositions. Les résultats du référendum, qui ne lient pas le gouvernement, l'ont néanmoins contrarié. A l'inverse, les communes de Yamate, d'Ayase et de Sagamihara, voisines d'Atsugi, sont satisfaites du départ projeté du porte-avions et soutiennent désormais le plan de réaligement.

Enfin, le gouverneur d'Okinawa, Inamine Keiichi faisait opposition au projet du gouvernement de déplacer Futenma de la baie de Gino au cap de Henoko (commune de Nago). C'est pourtant lui qui est à l'origine de l'idée : durant sa campagne, en novembre 1998, il propose la création d'un aéroport au Nord de l'île qui soit ouvert à un usage commercial japonais et dont l'utilisation cesse au bout de 15 ans. En 1999, un panel privé qu'il a mis sur pied propose le site de Henoko pour remplacer Futenma : le gouvernement central endosse l'idée. M. Inamine entend toutefois faire accepter sa clause limitative de durée, et c'est sur ce thème qu'il fait campagne en 2002 (la situation économique constituant l'enjeu majeur des élections). Depuis 2005, M. Inamine demandait toutefois que la base soit transplantée hors de la préfecture. En avril 2006, il a finalement annoncé qu'il s'alignait sur la position du nouveau maire de Nago.

L'accord prévoit en outre le déplacement du commandement américain de Fort Lewis et de celui des FAD terrestres à Zama (préf. de Kanagawa). Le maire de Zama, Hoshino Katsuji, y est opposé.

Il envisage encore le déplacement de F-15 américains de la base aérienne de Kadena (Okinawa) vers plusieurs bases japonaises. Les réactions des villes d'accueil varient. Ainsi, le gouverneur de la préfecture de Miyazaki, Andô Tadahiro, est opposé à l'arrivée de ces avions dans la base de Nyūtabaru (commune de Shintomi).

Enfin, l'accord concerne la contribution japonaise au financement du déplacement de 8 000 Marines à Guam. Le gouvernement américain avait initialement réclamé une prise en charge de 75% des frais par le Japon, tandis que le ministre des Affaires étrangères japonais, M. Asō, souhaitait une contribution de 50%. Un entretien du secrétaire d'État à la défense et du directeur de l'Agence de défense, MM. Rumsfeld et Nukaga, le 25 avril à Washington a abouti à un accord sur une prise en charge japonaise de 59% des frais. L'évaluation en est fournie par les États-Unis.

L'apport japonais devrait s'élever à 6 Milliards de dollars.

La prise en charge directe sera en réalité de 41% environ par les États-Unis et par le Japon, le reste étant constitué de prêts japonais. Le gouvernement japonais versera des indemnités aux propriétaires fonciers pendant trois ans. Le départ de la base produira en outre une perte d'emplois qu'il faudra compenser. La surface libérée par le départ des Marines est de 10% de la surface totale occupée par les bases américaines à Okinawa.

Sources : *Asahi*, *Yomiuri*, *Kyôdô Tsûshinsha*, MOFA.

2. Les relations du Japon avec la Corée du Sud et avec la Chine s'enveniment sur les questions de frontières

Le Japon et la Corée du Sud ont manqué sombrer dans une crise diplomatique. La Corée du Sud devait proposer, lors d'une conférence internationale sur les fonds marins devant avoir lieu en juin en Allemagne, des appellations coréennes pour un espace qui relève selon elle de sa souveraineté. Or, pour le Japon, cette zone fait partie du territoire japonais. La Corée du Sud retient comme limite de ses frontières la ligne Rhee tracée en 1952, qui va au-delà de la ligne médiane que le Japon a retenu pour limite de ses propres frontières.

Anticipant cette conférence, où en l'absence de réaction du Japon, la Corée du Sud aurait eu loisir de démontrer sa souveraineté effective sur la zone litigieuse, le Japon a voulu effectuer une étude de la zone en question.

La zone sur laquelle le Japon entendait envoyer deux bateaux de sondage des fonds, ne contenait pas Takeshima (Dokdo), mais en était proche (30 km au Nord-Est des îlots). Les parlementaires sud-coréens ont adopté une résolution condamnant le Japon. Le président sud-coréen a affirmé qu'il était prêt à recourir à la force.

Yachi Shôtarô vice-ministre administratif des affaires étrangères a été envoyé en Corée par le Japon pour désamorcer la crise le 23 avril. Un accord a été trouvé par lequel le Japon suspendait sa mission et Séoul renonçait à son projet de proposer des noms coréens à la conférence du mois de juin. Par ailleurs, les négociations pour le tracé de la frontière, suspendues en 2000, devraient reprendre ce

mois de mai. Dès le 20, le Japon avait formulé ses propositions que la Corée avait alors rejetées. M. Yachi a également proposé qu'une recherche conjointe ait lieu et que des noms communs soient adoptés. La Corée s'oppose à ce que le différend frontalier soit porté devant la Cour internationale de Justice (CIJ).

La crise résolue, le président sud-coréen a déclaré, le 25 avril que le Japon ne reconnaissait pas l'indépendance de son ancienne colonie. Choquée par des propos qui ont paru démesurés, la presse japonaise a estimé que le président instrumentalisait l'affaire à des fins politiques.

Des épisodes de même nature, sinon de même ampleur, se sont produits avec la Chine. Le différend frontalier du Japon avec la Chine alimente le contentieux sur l'exploitation du gaz de la mer de Chine orientale. Les deux pays tentent en vain de s'entendre sur une exploitation commune des gisements de gaz qui se trouvent en zone litigieuse. La Chine a proposé à la fin du mois de mai 2005 l'exploitation commune de gisements dont le Japon considère qu'ils se trouvent sur son territoire. A la fin du mois de septembre 2005, elle n'a pas consenti à celle des quatre gisements situés sur la ligne médiane, gisements dont le Japon s'estime lésé. Elle ne veut pas non plus communiquer d'informations relatives à ces gisements qu'elle considère comme lui appartenant en propre : le Japon ne lui communique pas d'informations concernant ses gisements. Mais, précisément, si le Japon demande communication des informations relatives aux gisements litigieux, c'est qu'ils ne sont pas chinois à ses yeux, mais mitoyens. Les nouvelles propositions chinoises, en mars 2005, ne différaient pas substantiellement des précédentes, si ce n'est qu'elle en excluait explicitement les îles Senkaku, concession à la position japonaise.

Le 1^{er} mars dernier, la Chine a émis une interdiction de navigation pour poser des gazoducs et des câbles autour du puits de Pinghu. Il s'agit d'une zone que le Japon, en vertu d'un tracé médian de sa ligne territoriale, inclus dans son territoire. La Chine, elle, retient pour limite de son territoire celle de son plateau continental et refuse de porter son différend frontalier avec le Japon devant la CIJ. Alors même que des consultations bilatérales Chine-Japon ont eu lieu le 6 et 7, la Chine n'a pas averti le Japon de l'interdiction de navigation qu'elle avait adoptée. Elle n'en a pas pour autant fait mystère, puisqu'elle

annonçait cette mesure sur le site de sa direction des Affaires maritimes. L'Agence japonaise de sécurité maritime l'avait vu, mais n'a pas jugé bon d'en avertir le bureau du Premier ministre avant le 14. Le Japon a alors pris contact avec la Chine par la voie diplomatique. Le 19, la Chine a supprimé son interdiction, expliquant qu'il y avait eu une erreur technique de la part des services concernés, et précisant qu'elle ne reconnaissait pas le tracé frontalier japonais.

A la fin de l'année dernière, le 27 décembre, un hebdomadaire japonais, *Bunshun*, a révélé qu'un chiffeur du consulat japonais de Shanghai s'était suicidé en mai 2004. Le ministère des Affaires étrangères japonais n'avait pas rendu l'affaire publique par égard pour la famille, mais a, semble-t-il, immédiatement demandé au gouvernement chinois de l'éclairer sur les circonstances de l'affaire. Le chiffeur avait laissé un mot expliquant qu'on utilisait sa vie privée pour lui extorquer des informations confidentielles. L'affaire ayant été portée au jour par la presse, le gouvernement japonais a demandé des excuses au gouvernement chinois qui s'est gardé de les donner. La presse japonaise évoquait encore cette affaire en mars dernier.

Dans une conférence de presse donnée après la quatrième session du 10^{ème} Congrès national du Peuple, le 14 mars, le Premier ministre Wen Jiabao a expliqué que développer des relations amicales avec le Japon était une priorité de la diplomatie chinoise. Les mauvaises relations des deux pays n'étaient pas à porter au compte du peuple japonais, mais de ses dirigeants ; aucune amélioration n'était envisageable tant que certains d'entre eux persisteraient à se rendre au Yasukuni. Enfin, il convenait de poursuivre le dialogue entre gouvernements (le Japon demande sa reprise), de renforcer les échanges entre populations, et de veiller à l'expansion des relations commerciales.

Le 31 mars, les présidents de sept groupes d'amitié Chine-Japon – l'ancien Premier ministre Hashimoto Ryûtarô, l'ancien ministre des Affaires étrangères Kôamura Masahiko, l'artiste Hirayama Ikuo, l'écrivain, Tsujii Takashi, Chihaya Akira, vice-président du Keidanren et directeur de Mitsui, Noda Takeshi (de la chambre des Représentants) et Hayashi Yoshirô (ancien membre de la chambre des Représentants) – ont rencontré à Pékin le président Hu Jintao. Pendant cet entretien, le président a souligné que le militarisme japonais avait fait souffrir le peuple japonais

tout autant que le peuple chinois. « Nous faisons toujours la distinction entre militaristes et peuple japonais. Les responsables sont les quelques militaristes. », a-t-il ajouté. Esquissant un parallèle avec la période contemporaine, il a ensuite évoqué les visites au Yasukuni et la responsabilité de quelques dirigeants japonais dans la dégradation récente des relations sino-japonaises. Il s'est dit très attaché à leur amélioration.¹

Déclarations récentes²

Sur les puits de gaz :

Asô Tarô, ministre des Affaires étrangères :
« A ce stade, si la Chine s'avise de démarrer l'exploitation du gisement de Shirakaba (Chunxiao), nous serons obligés de rétorquer » (15 mars, commission des Affaires étrangères de la chambre des Représentants).

Qin Gang, porte-parole du ministère des Affaires étrangères : « Une action unilatérale du Japon sur des zones qui font l'objet d'un différend irait à l'encontre des droits et intérêts de la Chine et nous nous y opposerions résolument. » (16 mars, conférence de presse).

Sur le Yasukuni :

Li Zhaoxing, ministre des Affaires étrangères :
« Un membre du gouvernement allemand m'a dit que les Allemands eux non plus ne comprenaient pas comment les dirigeants japonais pouvaient faire quelque chose de si stupide et de si amoral. » (7 mars, conférence de presse).

Abe Shinzô, secrétaire général du gouvernement : « Qu'un haut diplomate en poste utilise des termes aussi frustes que stupide ou amoral à propos des dirigeants d'un autre pays n'est pas conforme à l'étiquette diplomatique. » (8 mars, conférence de presse).

Sources : *Asahi*, *Yomiuri*, *Sankei*, MOFA, Blue House, FMPCR.

¹ « Nicchûshunôkaidan tôku », *Yomiuri*, 1 avril 2006.

² D'après : « Taichûshisei, jûnanron, kyôkôron », *Yomiuri*, 25 mars 2006.

3. Ozawa Ichirô remplace Maehara Seiji à la tête du Minshutô

Le président du Minshutô, Maehara Seiji, a démissionné après neuf mois en poste, à la suite d'une mise en accusation sans preuve d'un membre de la majorité. Son parti avait espéré mettre le Jimintô en difficulté en dévoilant un e-mail qui attestait que le fils aîné du secrétaire général du PLD, Takebe Tsutomu, avait reçu un chèque de Horie, l'ancien PDG de Livedoor inquiété pour ses procédés audacieux. Or, le Minshutô n'a pas pu prouver l'authenticité de l'e-mail.

Ozawa Ichirô a été désigné comme son successeur le 7 avril. Il a nommé vice-président Kan Naoto, son rival aux élections et prédécesseur à la tête du parti, et secrétaire général Hatoyama Yukio.

Ozawa est un ancien du PLD dont il a été un des piliers face à Hashimoto Ryûtarô. Il a obtenu son premier portefeuille ministériel, l'Intérieur, en 1985 dans le gouvernement Nakasone. Il est proche de Hata Tsutomu, l'ancien Premier ministre (1994), avec lequel il fait figure de réformiste dans la faction Takeshita. Craignant d'être éclaboussé par le scandale de corruption *Sagawa kyûbin* en 1992, Ozawa fait scission du PLD et forme avec Hata le parti du Renouveau. Il rejoint ensuite, en 1994, le *Shinshintô*, parti de la Nouvelle frontière (dissout en 1998), fondé par Kaifu Toshiki auquel il succède comme président du parti. Il fonde en 1998 le parti libéral, *Jiyûtô*, qui fusionne avec le parti démocrate en 2003.

Ozawa est favorable à la « normalisation » du Japon, thème dont qu'il a lancé dans les années 1980. Ces idées sur ce point ont évolué depuis qu'il fait partie du Minshutô dont il s'est attaché l'aile gauche du parti. A peine élu, il se disait opposé aux visites au Yasukuni.

La démission de M. Maehara, peu de temps après la débâcle des élections de septembre, laisse le parti affaibli. Néanmoins, sa candidate Ôta Kazumi, a une élection partielle dans la 7^{ème} circonscription de Chiba.

Cette victoire a coïncidé avec plusieurs défaites pour le PLD au mois d'avril : à Iwakuni le candidat sortant, opposé à l'arrivée porte-avions, a gagné face au candidat du PLD ; à Okinawa, la candidate socialiste, opposée à l'utilisaton conjointe de Kadena a été élue. A Hiroshima, le candidat PLD a également perdu.

POINTS DE VUE D'ACTUALITE

Sakamoto Kazuya*, « L'Alliance nippo-américaine et la défense de Guam – élargissons la coopération nippo-américaine » (« *Guam wo mamoru Nichibei dômei, Nichibeianpokyôryoku wo kakudaiseyo* »), *Voice*, avril 2006, pp. 50-63.

L'auteur réfléchit à l'importance stratégique de Guam et à la contribution que peut apporter le Japon à l'Alliance pour qu'elle devienne plus réciproque.

L'absence de transparence règne dans les négociations relatives à la transformation américaine. Le déplacement à proximité de camp Schwab de la base de Futenma, qui ne devrait constituer qu'un aspect secondaire de ces négociations, y tient une place centrale. Le déplacement d'Atsugi (préf. Kanagawa) à Iwakuni (préf. Yamaguchi) d'une soixantaine d'appareils et de leur porte-avions soulève l'opposition du maire d'Iwakuni qui organise un référendum. Le gouverneur de la préfecture de Kanagawa est opposé au transfert du 1^{er} commandement de l'armée de terre de Fort Lewis (E. Washington) à Zama qui se trouve dans sa préfecture.

L'Alliance a fait ses preuves à deux occasions ces dernières années, après les attentats du 11 Septembre, et lors de la guerre en Irak. Le problème du déplacement des bases n'en est pas moins lancinant.

Guam, territoire américain, est l'île la plus au Sud de l'archipel des Mariannes et se trouve à trois heures d'avion du Japon. Elle est une base de déploiement dans la stratégie américaine qui, dans le cadre de la lutte anti-terroriste, veut pouvoir envoyer des troupes en tout point du globe où une situation les appelle, vaincre l'ennemi en trente jours, et pouvoir dans les trente jours suivants passer à une nouvelle mission.

Durant la Guerre froide, des appareils stratégiques de bombardement et des sous-marins équipés de missiles balistiques y ont stationnés. Pendant quelques années ensuite, l'île a perdu de son importance, mais à partir de 2002, elle s'est préparée à accueillir de petits sous-marins de combat, et trois navires y stationnent depuis 2004. Sur la base aérienne d'Andersen, plusieurs bombardiers B52H stationnent en alternance depuis 2004. La

* Professeur à l'université d'Osaka

dernière revue quadriennale de défense donne à penser que cette tendance va se poursuivre.

Le rapport du Pentagone sur la puissance militaire chinoise de juillet 2005 estimait que le budget de la défense chinois était deux à trois fois le montant officiel et que la Chine constituait une menace certaine. Dans la QDR, la Chine était désignée comme « le plus grand compétiteur latent des États-Unis dans le domaine militaire ». Dans l'hypothèse d'un affrontement militaire, les missiles chinois pourraient difficilement atteindre Guam. La Chine a bien les missiles de 3000km de portée qui seraient nécessaires, mais elle en a peu, et tant qu'ils sont équipés de têtes conventionnelles, le risque qu'ils présentent est limité.

La distance qui sépare Guam de Pyongyang est 3400km, et Guam de Taïpeh, 2700km. Avec des capacités de ravitaillement en vol, les deux capitales entrent dans le champ de combat d'avions basés à Guam.

La force de dissuasion de l'Alliance est amoindrie par la curieuse conception de la légitime défense collective à laquelle est attaché le gouvernement japonais. Cette conception donne par exemple à penser que le Japon n'interviendrait pas aux côtés des États-Unis dans l'éventualité d'une crise taïwanaise. De plus en plus, le gouvernement est appelé à en admettre l'usage – il l'a fait dans une certaine mesure avec le soutien arriéré des directives de sécurité de 1997 et la loi anti-terroriste de 2001. A mon sens, il serait possible au gouvernement d'admettre un usage géographiquement limité de la légitime défense collective sans révision de la Constitution. Son usage pourrait être admis sur le territoire terrestre, aérien et maritime du Japon, en haute mer et dans l'espace aérien au-dessus de la haute mer.

Katsuda Kichitarô**, « **Songer à l'équipement nucléaire du Japon : un réexamen de la « logique nucléaire »** » (« *Nihon no kaku busô wo kangaeru – « kaku no ronri » saihen* »), *Voice*, avril 2006, p. 78-95.

Reflétant la crainte qu'éprouve une partie des élites japonaises à l'égard des missiles chinois, cet universitaire estime que le

** Professeur émérite à l'université de Kyoto. Spécialiste de l'histoire de la pensée politique russe contemporaine. Né en 1928.

Japon devrait se doter d'une capacité nucléaire limitée.

Certes le Tribunal de Tokyo était un tribunal imposé par des vainqueurs à des vaincus. Il n'en demeure pas moins que sont sanctifiées au Yasukuni des « criminels de classe A » dont la responsabilité politique ne fait aucun doute. Les visites du Premier ministre ne peuvent être conçues comme celles d'un homme politique ou d'un individu. Elles sont *ipso facto* un caractère international et diplomatique. On ne peut que regretter l'abîme qu'elles ont creusé entre la Chine et le Japon. Les sondages montrent que désormais 60% des Japonais n'aiment pas les Chinois. Dans le même temps, ils sont 60% à souhaiter l'amélioration des relations avec la Chine. Le gouvernement japonais semble préférer se rapprocher de l'Inde.

La Chine a fait vœu de devenir une grande puissance militaire dans les années 1950. Elle est parvenue à développer l'arme nucléaire en 1964, des missiles de portée intermédiaire dans les années 1970 et un missile intercontinental capable d'atteindre le continent américain en mai 1980. Elle a probablement depuis les années 1980 des missiles à têtes nucléaires capables d'atteindre les bases américaines au Japon. Selon une déclaration de la vice-présidente taïwanaise Annette Lu Hsiu-lien du 26 septembre 2005, la Chine aurait quelque 800 missiles face à Taïwan, dont 130 environ, de portée intermédiaire, pourraient atteindre le Japon. Face à une menace aussi patente, il convient d'élaborer un plan clair.

Mao Zedong a naguère déclaré que « quand bien même la moitié de la population mourrait dans une guerre nucléaire, il en resterait plusieurs millions pour reconstruire une société socialiste de ses ruines. » C'est un pays formé à ces enseignements que nous avons pour voisin.

Le Japon éprouve une allergie à l'égard du nucléaire. C'est pourtant parce qu'il en était démuné que les États-Unis ont bombardé Hiroshima et Nagasaki. Si le Japon avait eu l'arme nucléaire, ça ne serait pas arrivé. Avoir l'arme nucléaire constituerait pour le Japon un moindre mal. Le peuple se rend compte qu'il peut y avoir des trous dans le parapluie nucléaire que nous procurent les États-Unis. Dans le numéro de *Shokun!* de janvier 2006, Itô Kan, [spécialiste de la défense chinoise], estimait : « ce dont le Japon a besoin, c'est de missiles de croisière chargés de petites ogives

nucléaires, et d'environ trente destroyers et sous-marins de petite taille. Cela demanderait un milliard de yen ». Ceci ne représenterait jamais que 1,2% du PIB, soit la moitié de ce que la plupart des grands pays du monde consacrent à la défense.

Gabe Masaaki^o, « Que recouvre le problème des bases américaines ? » (« Beigunkichimondai to ha nanika »), *Sekai*, avril 2006, pp.104-111.

Les bases relèvent tout autant de la politique intérieure que de la politique étrangère ou de défense du Japon.

On entend par « problème d'Okinawa » l'ensemble des problèmes qui proviennent des bases américaines d'Okinawa – destruction de l'environnement, pollution des sols ou pollution sonore dont sont témoins les habitants, les accidents ou crimes qui viennent les troubler, les facteurs psychologiques liés à l'interdiction d'accès à certaines parties de l'île, à l'existence d'un régime juridique spécial, à l'insécurité que produisent les entraînements ou mouvements de troupes. Ce sont les habitants eux-mêmes, non le gouvernement américain, qui perçoivent ces éléments comme un problème. Sa cause provient de ce que le gouvernement japonais continue de fournir les installations à l'armée américaine. Or, ce gouvernement reçoit le soutien de l'ensemble de la population japonaise.

Il n'y a pas que dans la préfecture d'Okinawa que l'armée américaine dispose de bases – elle en a dans Kanagawa, Yamaguchi, Tokyo, Aomori ou Nagasaki. L'émergence des mêmes préoccupations dans ces divers endroits a fini par faire des bases américaines un problème national.

Le viol par trois Marines d'une fillette de douze ans en septembre 1995 a internationalisé le problème des bases. Pour beaucoup de personnes, les bases en sont apparues comme la cause première, dans un contexte propice à retenir l'attention du public – la gravité particulière des faits, la remise tardive des accusés aux autorités japonaises, des élections préfectorales, en 1996, ayant attesté d'une lassitude à l'égard des bases, et la

conférence internationale de Pékin sur les femmes.

Il a soudain semblé qu'il fallait rallier la population d'Okinawa au maintien des bases. Le gouvernement central devait agir activement en politique intérieure, au niveau préfectoral, sur l'économie d'Okinawa, par le biais de sa politique en matière d'autonomie régionale. Le Premier ministre Hashimoto a ainsi rencontré une dizaine de fois le gouverneur de l'époque, M. Ôta. Le gouvernement américain de son côté a cherché à faire comprendre l'utilité des bases en montrant leur impact économique ou en envoyant dans les écoles des enseignants de l'armée donner des cours en anglais.

En 1996, le comité d'action spéciale sur Okinawa (SACO) a publié ses recommandations. Leur mise en oeuvre a pris du retard en raison de la résolution du transfert de la base de Futenma. Il fallait aussi s'entendre sur la manière dont le gouvernement central compenserait ce départ en soutenant l'activité économique et les finances locales. La réforme « en trois piliers » visant à abolir les dotations du Trésor public, à transférer des recettes fiscales et à réviser en contrepartie les versements du gouvernement central, a permis de débloquent le débat.

En 1998, un gouverneur favorable au gouvernement central a été élu avec le soutien du Kômeitô, et l'on a cru que l'on pouvait faire l'économie des efforts visant à rallier la population locale aux bases.

Les collectivités locales dans lesquelles il n'y a pas de base s'affirment face au gouvernement central de manière plus radicale que les autres. Par exemple, la ville de Miyakojima dont l'électorat est pourtant relativement conservateur, a élu un maire anti-Jimin/Kômeitô. Cette commune n'abrite pas de base. A l'inverse, à Nago, collectivité où se trouvent des bases, le nouveau maire était le candidat appuyé par le Jimin et le Kômeitô. L'enjeu des élections a moins été l'attitude des candidats à l'égard des bases que l'assainissement des finances publiques et l'amélioration de l'efficacité de l'administration. Le candidat élu voulait préserver la « protection » financière du gouvernement en faveur de la commune et a bénéficié du soutien des électeurs qui craignaient le retrait du gouvernement.

^o Professeur à la Faculté de droit de l'université des Ryûkyû. *Erratum* : Le nom de Gabe Masaaki a été déformé dans le *Japan Analysis* numéro 2 de décembre 2005. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

La personne qui a réuni le soutien de la population en faveur des bases à partir de 1998 est M. Inamine, élu pour son premier mandat en 1998 avec l'appui du gouvernement et le Jimintô. Pour obtenir ce soutien de la population, il a attiré l'attention des maires conservateurs sur le problème des bases auxquels ils s'intéressaient peu. Ils ne s'agissait pas alors de demander la diminution ou le retrait des bases, mais de faire au gouvernement américain des propositions en vue de l'amélioration des problèmes constatés. Il détruisait ainsi le terreau électoral de ses concurrents de l'opposition.

En 2002, M. Inamine a été réélu. Il demandait alors la révision des accords nippo-américains sur les bases, leur réorganisation et leur diminution. Aux Américains, il donnait l'impression d'être réceptif aux bases, et face aux électeurs, il prenait l'apparence de la fermeté. Son influence sur le gouvernement provient des bases [dont il use savamment.]

Inamine Keiichi^{oo}, « Les habitants de la préfecture d'Okinawa veulent la réorganisation et la diminution des bases » (« Okinawakenmin no sôhi ha kichi no seiri.shukushô he chakujitsu ni susumikotodesu »), *Sekai*, avril 2006, pp.112-118.

Le gouverneur de la préfecture d'Okinawa explique quelques-uns de ses choix politiques dans cette interview.

Sur l'accord de 2005, [qui faisait état de l'impossibilité de transférer Futenma hors d'Okinawa] et auquel 90% de la population d'Okinawa était opposé :

En 1999, j'avais approuvé le projet de transfert de Futenma à Henoko. Il fallait trouver une alternative à Futenma qui se trouve en ville et qui est par conséquent dangereuse et nocive ; nous étions tenus à un transfert au sein de la préfecture par les conclusions SACO ; j'ai demandé un usage mixte du nouvel aéroport ; j'ai obtenu le décret de 1999 [qui prend acte des demandes des collectivités locales]. Dans le même temps, 70% à 90% de la population était opposée à un déplacement de Futenma au sein de la préfecture, et j'ai été réélu sur mon bilan politique, non sur les bases. Pour moi, le projet de 1999 posait des problèmes en termes de nuisances sonores et environnementales et constituait déjà un compromis. L'accord d'octobre s'inscrit dans le

processus global de transformation de l'armée américaine. Ni la région, ni le département ne peuvent s'en satisfaire.

Sur la campagne de 1998 :

Ce qui m'a valu d'être élu en 1998 est que je prévoyais une ouverture au civil de l'aéroport que j'envisageais de déplacer à Henoko, et la limitation dans le temps. Ce que redoutent en effet la population, c'est l'absence de limite temporelle à la présence américaine.

Sur le transfert des troupes à Guam et les éléments de l'accord concernant les FAD :

Si les troupes américaines s'en vont et que les FAD les remplacent, le poids des bases sur Okinawa n'en devra pas moins diminuer : du point de vue de l'île, le principe d'une diminution de la charge qu'elle supporte avec les bases restera le même.

Machimura Nobutaka^α, « Dépasser l'onucentrisme » (« Kokurenchûshinshugi wo koete »), *Voice*, avril 2006, pp. 70-76.

L'ancien ministre des Affaires étrangères revient sur la candidature du Japon au statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, après le rejet du projet de résolution du G4 (en juillet 2005, puis en janvier 2006, le Japon s'étant dissocié de cette seconde tentative).

Le Japon souhaite devenir membre permanent du Conseil de sécurité pour mieux défendre ses intérêts. Mais en tant que pays qui pendant 60 ans a œuvré pour la non-prolifération et le désarmement et qui ne possède pas l'arme nucléaire, il a également beaucoup à offrir au Conseil : il pourrait accroître la confiance dont il bénéficie et son efficacité.

Le Japon doit devenir membre permanent du Conseil de sécurité, il n'est pas excessif de dire qu'il en va de sa survie : lui qui n'a pas d'armes doit avoir de grandes oreilles, être bien informé. La qualité de membre permanent assure l'accès à l'information. Le Japon contribue presque autant que les États-Unis au budget de l'ONU, à hauteur de 19,5% soit deux points de moins qu'eux. L'addition des contributions de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de la Chine ne dépasse pas 15%. La Chine qui s'oppose à l'accession du Japon à ce statut, en fournit 2%.

^{oo} Gouverneur de la préfecture d'Okinawa.

^α Ancien ministre des Affaires étrangères, membre de la Chambre des Représentants.

Le Japon contribue également en hommes aux activités de l'ONU. On entend parfois dire qu'il épargne sa sueur et son sang : cette critique est infondée. Des opinions extrêmes proposent que le Japon suspende sa contribution aux activités onusiennes, ce qui entraînerait leur arrêt immédiat. Cela conduirait à l'isolement politique du Japon et n'aurait pas de sens.

La réforme du Conseil de sécurité est un chantier qui ne fait que commencer. Les médias reflètent chaque jour des visions critiques du Japon, mais ce que l'on voit n'est qu'une fraction de l'opinion internationale. Le monde fait confiance au Japon, la BBC a récemment fait un sondage qui le révélait : le Japon est perçu comme le pays qui a la meilleure influence sur le cours des affaires du monde, et dans 31 des 33 pays où le sondage a été effectué, le Japon avait une image positive. Nous devons poursuivre nos efforts pour propager les valeurs universelles que sont la liberté et la démocratie et la réforme du Conseil de sécurité et des Nations unies sert cet objectif.

Kitaoka Shinichi^β, « Pourquoi la réforme du Conseil de sécurité stagne-t-elle ? » (« Anporikaikakuha naze teitai surunoka »), *Chûôkôron*, mai 2006, pp.130-141.

Pourquoi le projet de résolution du G4 a-t-il été abandonné, pourquoi le Japon souhaite-il la réforme du Conseil de sécurité ? Les analyses offertes par cet universitaire complètent celles de M. Machimura.

Depuis le 1^{er} janvier de l'année dernière, le Japon est membre non-permanent du Conseil de sécurité. C'est un privilège, mais ça l'est encore plus d'être membre permanent. Le Japon peut en ce moment participer aux réunions du Conseil, mais il ne le pourra en principe plus à partir du 1^{er} janvier prochain. Les membres permanents ont accès à l'information. Les États-Unis ont beau être nos alliés, ils ne nous disent pas tout pour autant. Il y a certainement des diplomates japonais qui se disent que bien informés, ils ne seraient pas plus puissants. C'est vrai, mais il est toujours préférable d'être bien informé.

^β Professeur à l'université de Tokyo. Auteur, notamment, de *Vers un pays normal (Futsû no kuni he)*.

Les membres permanents du Conseil de sécurité n'agissent pas en fonction de vénérables idéaux, mais en fonction de leurs intérêts propres. Le Japon fait de même, mais il se fait aussi le porte-parole des États qui ne sont pas représentés au Conseil. Les Japonais, par un complexe diplomatique, s'imaginent que les autres pays ont une vision plus grande que la leur, et que le Japon pour cette raison ne serait pas digne de ces fonctions. On craint aussi que le Japon ne procure aux États-Unis un second vote, mais c'est mal connaître les relations nippo-américaines : il est relativement rare que les deux pays agissent d'un même mouvement.

Le projet de résolution du G4 (Inde, Japon, Allemagne, Brésil) l'année dernière, proposait d'ajouter six nouveaux membres permanents aux six actuels - deux pays d'Afrique, deux d'Asie, un d'Europe de l'Ouest, et un d'Amérique latine, et quatre non-permanents aux dix actuels - un d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, et d'Europe de l'Est. L'accord de 128 pays était nécessaire. Le soutien dont bénéficie le Japon est élevé, tandis que chacun des autres membres du G4 a ses adversaires régionaux : fallait-il dans ces conditions, se constituer en groupe ?

Les États-Unis étaient d'accord pour admettre le Japon, mais pas les autres États. La raison pour laquelle les États-Unis se sont opposés à la proposition est qu'une composition de 25 membres pour le Conseil de sécurité était trop nombreuse à leur yeux. Ce n'est pas un argument sans fondement. Néanmoins ce qui diminue l'efficacité du Conseil n'est pas le nombre des États qui le composent, mais le droit de véto des cinq membres permanents.

Quant à la Chine, elle prend parti pour les pays en développement et elle est contre l'admission du Japon, pour des raisons historiques, bien qu'elle ne le dise pas si ouvertement. A cause de la position chinoise, certains pays parmi nos voisins, redoutant des pressions de sa part, sont restés flous sur leur position. Il y a eu peu de soutien en Asie au projet du G4. Il y a eu au Japon des voix pour dire que la politique d'aide publique au développement menée jusqu'à présent avait échoué.

Devons-nous diminuer notre contribution aux budgets onusiens ? On peut en douter. L'influence du Japon lui est corrélée. Il n'est pas souhaitable que son influence diminue.

Takenaka Heizô^φ, « Ne craignons pas les différences » (« Nihonjinyo, « kakusa » wo osoreruna »), *Bungeishunshû*, mai 2006, pp.118-128 (interview).

Le ministre qui a accompli la réforme des banques et de la Poste offre sa vision des changements sociaux que connaît le Japon.

- *Sur l'apparition au fil des réformes de M. Koizumi, d'écarts sociaux :*

Il s'agit là d'une critique infondée. Prenez les créances douteuses des banques, que nous avons assainies. Si elles avaient subsisté, la cohésion sociale en aurait-elle été meilleure ? Non, bien sûr. Le monde entier est confronté à ce phénomène. Les frontières de la révolution technologique, de la révolution numérique, des techniques biologiques et chimiques s'étendent. C'est un environnement qui favorise l'apparition de gagnants, à la pointe de ces changements, et de personnes qui peinent à s'y adapter. Pour que ces écarts ne se propagent pas, il faut veiller à préserver l'égalité de l'organisation. Pour cela, il faut supprimer les réglementations inutiles : elles protègent certaines personnes qui se trouvent dans les barrières qu'elles érigent et qui seules peuvent exercer librement leur activité économique, alors que les personnes qui sont à l'extérieur ne peuvent y participer. Ensuite, il faut mettre en place le système qui donne aux personnes qui se sont mal trouvées de l'apparition de nouvelles frontières, les moyens de repartir. Il y a toujours eu des écarts ; il faut les dépasser et ne pas leur laisser le temps de se fixer. Enfin, il faut créer un filet de sécurité, des mécanismes d'aide sociale. Ces trois éléments nécessaires se trouvent dans les réformes du gouvernement.

Les chiffres dont on dispose actuellement pour le calcul de l'indice de Gini datent de 2002. Ils ne révèlent donc rien de l'impact des réformes de M. Koizumi. En outre, avec l'augmentation du nombre des retraités, le nombre de personnes à faible revenus va augmenter, ce qui va naturellement accroître l'indice de Gini.

Que des différences de revenus, et des revenus plus élevés, apparaissent n'est pas une mauvaise chose en soi. Ce qui pose problème est la diminution des revenus de la tranche inférieure. Or, on ne constate rien de tel en l'état actuel.

- *Sur l'augmentation du chômage et du nombre de faillites :*

Le chômage est à son seuil le plus bas depuis 1998. Le rapport entre la demande et l'offre d'emplois à son meilleur taux depuis 13 ans. C'est le fruit des réformes de M. Koizumi qui ont encouragé le traitement des créances douteuses et ont fait avancer la réforme structurelle. Le sentiment que des écarts apparaissent ne doit pas jeter d'ombre sur les réformes effectuées.

- *Certes, l'offre augmente, mais les restructurations d'entreprises ont conduit à la multiplication des emplois précaires [« non-réguliers »]...*

Que les personnes qui occupent de tels emplois ne puisse pas cotiser à une caisse de retraite est un problème auquel il va falloir remédier. Mais le système de l'emploi à vie ont aussi beaucoup d'inconvénients. La priorité pour le Japon actuellement n'est pas la croissance [qui se porte bien], mais la poursuite des réformes structurelles.

- *Sur les candidats post-Koizumi :*

Il faut quelqu'un qui poursuive les réformes. Il faut aussi qu'il sache gagner la population aux réformes. Il faut enfin quelqu'un qui soit résolu à faire face à l'administration.

- *Les relations avec la Chine sont tendues et la communauté des hommes d'affaires réclame leur amélioration :*

Il faudrait qu'il parle davantage au Japon d'ambiguïté stratégique en matière diplomatique. Il n'y a pas dans ce domaine de gagnant ou de perdant à 100%. On n'a jamais complètement tort ou complètement raison en diplomatie. Il faudrait par conséquent que nous demandions avec réalisme ce que nous pouvons obtenir.

Au Japon, curieusement, on aime le flou en politique intérieure. On parle ainsi de « privatisation parfaite » (*ganzen ni mineika*). En diplomatie, il faut que nous apprenions à être sans ambiguïté.

- *C'est précisément ce que prétend faire M. Koizumi en allant au Yasukuni...*

Pas vraiment, puisque le Yasukuni n'est pas une question de politique extérieure mais de politique intérieure, et qu'il s'agit pour le Premier ministre d'une « affaire de cœur ». M. Koizumi a à l'égard de la Chine une politique on ne peut plus orthodoxe, qui accorde la plus grande importance à l'amitié nippo-chinoise.

^φ Professeur d'économie, actuellement ministre de l'Intérieur.